



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/991  
S/1996/525  
5 juillet 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquantième session  
Point 140 de l'ordre du jour  
DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR  
LE DROIT INTERNATIONAL

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante et unième année

Lettre datée du 3 juillet 1996, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de Cuba auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la lettre adressée à M. Assad Kotaite, Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), par M. Ricardo Alarcón de Quesada, chef de la délégation cubaine à la réunion du Conseil de l'OACI tenue à Montréal les 26 et 27 juin 1996, comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 140 de l'ordre du jour de la cinquantième session et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Bruno RODRÍGUEZ PARRILLA

ANNEXE

Lettre datée du 30 juin 1996, adressée au Président du Conseil  
de l'Organisation de l'aviation civile internationale par le  
chef de la délégation cubaine à la réunion du Conseil, tenue  
à Montréal les 26 et 27 juin 1996

[Original : anglais et espagnol]

Le 13 juin dernier, nous vous avons communiqué des informations concernant des préparatifs pour l'envoi d'une prétendue "flotille", dont les organisateurs avaient fait part lors d'une conférence de presse tenue à Miami, de leur intention de faire décoller d'un aéroport situé sur le territoire des États-Unis des appareils pour violer le territoire et la souveraineté de la République de Cuba le 13 juillet suivant (voir A/50/979-S/1996/448, annexe).

Nous avons par la suite appris que les autorités américaines avaient connaissance de ces préparatifs car ils avaient fait l'objet d'une lettre, datée du 6 juin, adressée aux organisateurs de l'opération par Mlle Anne W. Patterson, assistante principale du Sous-Secrétaire d'État aux affaires interaméricaines.

En nous fondant sur le paragraphe 9 du dispositif de la résolution adoptée par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), où il est demandé aux États parties d'informer à tout moment le Conseil de toute infraction aux règles figurant dans la Convention relative à l'aviation civile internationale, nous portons de nouveau officiellement ces informations à votre connaissance, y compris le texte de notre lettre du 13 juin, et vous demandons une fois de plus d'en saisir le Conseil.

Nous vous rappelons également que face à cette situation et pour éviter tout autre incident, nous estimons que l'OACI est tenue d'agir avec détermination et fermeté.

Le chef de la délégation cubaine à  
la réunion du Conseil de l'OACI

(Signé) Ricardo ALARCÓN de QUESADA

-----